

1977-2017 : 40 ans de passion pour le Centre Généalogique du Dauphiné !

Le 30 septembre dernier, le Centre Généalogique du Dauphiné a célébré les 40 ans de sa fondation dans les locaux du Lycée agricole de la Côte Saint-André, lieu fétiche pour fêter ses anniversaires depuis 1997.



En effet la recherche de ses racines familiales a connu un phénomène de démocratisation et d'ouverture à un large public dans les années 70. Un demi-siècle plus tard, l'engouement pour ces recherches est devenu un véritable particularisme français, au point de devenir un des loisirs préféré des Français avec plus de 10 millions de pratiquants et nous sommes aujourd'hui plus de 1800 membres au sein du Centre Généalogique du Dauphiné après avoir vu 6700 généalogistes nous rejoindre depuis 1977 et plus de 1000 d'entre eux contribuer plus ou moins largement à la structuration et aux travaux du CGD depuis son origine. Certains ont d'ailleurs voué une fidélité absolue au Centre puisque 8 des 39 membres fondateurs de 1977 y sont restés affiliés sans discontinuer depuis l'origine jusqu'aujourd'hui et pas moins de 420 membres y sont restés plus de 20 ans dont 200 sont toujours adhérents !

Une des raisons de ce développement et de ce dynamisme est l'importance du tissu associatif qui a su s'organiser pour valoriser et favoriser notre passion commune.

Pour comprendre cet essor, il faut revenir au temps de ces pionniers et des premières structures. En 1968, la *Fédération des Sociétés Françaises de Généalogie, d'Héraldique et de Sigillographie (FSFGHS)*, aujourd'hui *Fédération Française de Généalogie (FFG)*, reconnue d'utilité publique en 2017, voit le jour à Paris.

Au commencement était le CEGRAB...

Puis, dans notre région c'est d'abord en 1973 la création du *Centre d'Études Généalogiques Rhône-Alpes-Bourgogne (CEGRAB)*, basé à Lyon et qui couvre alors trois régions (Rhône-Alpes, Bourgogne et Franche-Comté) sur 14 départements. Du fait de son essor, il est décidé à partir de 1976 de se consacrer uniquement à la région Rhône-Alpes, ainsi il devient le *Centre d'Études Généalogiques Rhône-Alpes (CEGRA)*. En 1977, devant la montée de l'engouement pour la généalogie, pour se rapprocher de ses membres passionnés, il est à nouveau décidé de créer de plus petites structures opérant chacune sur un département.

...Et le CGD fut.

C'est ainsi que naissent au même moment : le *Centre Généalogique du Dauphiné (CGD)* d'abord sur l'Isère et les Hautes Alpes, avant que ne s'en détache l'*Association des Hautes-Alpes (AGHA)* en 1984,

l'Association Généalogique de la Loire (AGL), le Centre Généalogique de Savoie (CGS), l'Association Recherches et Etudes Généalogiques de l'Ain (REGAIN), aujourd'hui AIN Généalogie, les Études Généalogiques de la Drôme Ardèche (EGDA), dont se détache à son tour la Société des Amateurs de Généalogie de l'Ardèche (SAGA) en 1989. L'EGDA se recentrant alors sur la Drôme et prenant le nom d'Études Généalogiques de la Drôme Association. Reste enfin sur le département du Rhône la Société Généalogique du Lyonnais et du Beaujolais (SGLB), le dernier morceau du CEGRA. Mais le CEGRA existe toujours aujourd'hui comme lien et union régionale de certaines de ces associations fédérées au sein de la FFG dont il fut donc historiquement l'incubateur et auxquelles se sont joints quelques autres cercles apparus après : le Centre Généalogique de Vienne et de la Vallée du Rhône (CGVVR) en Isère aux côtés du CGD, Maurienne Généalogie (MG) en Savoie et Ceux du Roannais (CdR) en 1982 dans le nord de la Loire.

Les premiers statuts sont signés par Philippe-Gilles CASTAGNARY, président par intérim, Pierre MARRON, vice-président, René GUIGARD, trésorier (à la tête de 60 francs !), Bernard MINGONE, secrétaire général, déposés à la Préfecture de l'Isère le 18 octobre 1977. L'acte de naissance du CGD est publié au journal officiel du 4 novembre 1977. Le 25 novembre, une assemblée générale « constitutive » est organisée à la Bibliothèque d'Etude de Grenoble, réunissant les 39 premiers membres fondateurs, tous généalogistes amateurs, et définit les premiers axes de travail, au premier rang desquels l'entreprise de relevés systématiques des actes d'état civil dans les services d'archives et les mairies. La présidence est transmise à Françoise DURAND, directrice des archives municipales de Grenoble, qui accepte le challenge avec enthousiasme. Le CGD décide ce même jour de s'affilier à la Fédération Française de Généalogie, qui compte moins de 40 associations membres à cette époque, plus de 150 aujourd'hui en France métropolitaine et outremer, dont le CGD est la 3^{ème} en nombre de membres.

Un engouement intact, une affluence record

Samedi dernier était donc un très grand cru de ces réunions, auquel ne manqua qu'un peu de soleil, puisque ce sont donc environ 260 personnes dont 175 membres qui se sont pressés tout au long de la journée pour retrouver avec émotion les évocations de souvenirs de trois de nos anciens présidents le matin et, toute la journée, ont pu consulter de superbes affichages ainsi que recevoir un magnifique livret commémoratif qui avait été réalisé spécialement pour l'occasion, retraçant les principales étapes et réalisations du CGD.

Et aujourd'hui ?

Grâce à ses valeurs jamais oubliées de bénévolat intégral, l'association continue d'offrir à ses membres une panoplie de services sans cesse plus complète et de qualité, totalement gratuits après acquittement d'une simple cotisation annuelle des plus modestes. Face à une nouvelle mutation de la généalogie qui pourrait apporter un amoncellement de nuages avec l'apparition permanente de nouvelles ressources de recherche en ligne et de nouveaux acteurs commerciaux, c'est cela notre réponse de généalogistes amateurs passionnés : offrir toujours davantage et jouer la complémentarité totale avec ce nouvel environnement, notamment l'apparition des ressources en ligne au niveau départemental avec la consultation des actes paroissiaux et d'état civil numérisés sur le site internet des Archives départementales de l'Isère depuis 2011, complétés par bien d'autres fonds depuis lors, liste nominatives de recensements, registres matricules militaires, archives familiales de la Grande Guerre, compte médiévaux etc. Et il y a aussi les archives en ligne de la ville de Grenoble. Au niveau national on trouve encore d'innombrables autres fonds numérisés : état civil d'Algérie depuis 2009 au CAOM et maintenant registre matricules, archives militaires du Service Historique de la Défense ouvertes progressivement depuis 2014 (fiches individuelle des Morts pour la France, journaux de marche et d'opération régimentaires, sépultures militaires etc.), fonds des archives nationales (livres d'or de la Grande Guerre...), de la Croix-Rouge, base Leonore des dossiers d'attribution de la Légion d'Honneur, liste de passagers des bateaux au départ des ports français...

Mais cela n'est pas suffisant et c'est là que nos bénévoles entrent en jeu pour proposer des conseils personnalisés, des formations à la lecture des actes anciens et à la recherche généalogique dans cette profusion de ressources ainsi qu'aux outils informatiques pour la saisie de généalogies, des informations sur l'histoire locale des lieux où vivaient nos ancêtres et les contextes qui les ont poussés à agir comme ils l'ont fait, des publications originales telles que les cahiers dauphinois, recueils d'ascendances déposées par nos adhérents, l'organisation de forums départementaux ou régionaux à entrée libre et

ouverte à toute personne cherchant à démarrer ou compléter une recherche de leurs racines sans toujours savoir par où commencer et qui leur permettent de rencontrer les associations des départements voisins.

Et le clou de notre offre ce sont des bases numérisées des relevés d'actes systématiques effectués depuis l'origine par nos très nombreux bénévoles qui ont œuvré sans relâche à ce travail incommensurable et qui se poursuit toujours. A ce jour nous proposons la consultation de plus de 4 600 000 relevés d'actes paroissiaux ou d'état civil de toutes les communes de l'Isère, de contrats et testaments établis par les notaires du département et de relevés de cimetières, cela dans le respect des prescriptions de la CNIL sur le droit de réutilisation des archives publiques, notamment au regard des inscriptions marginales portées sur les registres lors des événements de la vie des personnes concernées. Ces bases, indispensables pour retrouver rapidement les actes consultables en ligne sur les sites des services d'archive, sont interrogeables à partir de deux outils. D'abord le système GeneaBank, mis en place en 2001 sur internet, utilisable gratuitement par tout adhérent d'une des 100 associations généalogiques françaises ou de pays limitrophes qui y ont adhéré et y ont déposé à ce jour plus de 97 000 000 d'actes, tous accessibles à l'ensemble des associations. Nous proposons également de consulter nos propres relevés à l'aide d'un outil développé spécifiquement par le CGD depuis 2003 (GeneAtelier) et permettant des recherches plus puissantes sur les ordinateurs de l'association ou bien sur celui de nos membres qui ont fourni un minimum de travail, notamment pour l'enrichissement permanent de nos bases de relevés d'actes et qui peuvent alors acquérir un CD-ROM d'installation du moteur de recherche et des bases complètes de l'Isère.

De nouveaux projets sur la route des 50 ans...

Et d'autres projets continuent de voir aussi le jour, tels qu'actuellement le projet *Bleuets 38*, lancé en 2013 dans le cadre des commémorations de la Grande Guerre de 1914-1918. Ce projet comportait deux volets. D'abord l'organisation d'une manifestation au fort de la Bastille en juin 2015, la 2^{ème} *Rencontre Généalogique Nationale sur la Grande Guerre*, organisée par les bénévoles du CGD, qui a permis au public de découvrir en entrée libre des conférences et des travaux présentés par de nombreux organismes de mémoire et de patrimoine militaire isérois et nationaux. Ensuite, la constitution d'une *grande base de données mémorielle* visant à établir, pour chacun de nos 18000 « Poilus » isérois tombés pour la France, une fiche individuelle retraçant le plus précisément son parcours civil puis militaire jusqu'à son décès.

Les monuments aux morts de 487 communes iséroises ont déjà été relevés et le projet a donné lieu à ce jour à la création de 160 bases *Bleuets* informatiques comportant 3784 fiches incluant 4190 documents numérisés associés à ces fiches ou à ces bases. A ces bases *Bleuets* déjà constituées, il faut ajouter 86 communes dont le traitement est déjà attribué et en cours pour certaines

A terme le projet devrait comporter un total de 18 000 fiches *Bleuets* environ pour l'ensemble de l'Isère, consultables sous forme numérique via internet pour permettre à chacun de retrouver ses ancêtres « Poilus » tombés au cours de cette guerre.

Un tel projet est très motivant et fédérateur pour nos bénévoles passionnés qui réalisent et saisissent la collecte et structurant pour notre association. Il s'inscrit, en les renouvelant et en les prolongeant, dans la droite ligne des travaux de relevés systématiques menés depuis 40 ans par le Centre Généalogique du Dauphiné pour la connaissance et le partage de notre histoire régionale et de notre patrimoine isérois.



Ce projet nous a valu de la part du *comité de labellisation de la Mission du Centenaire de la Première Guerre Mondiale*, l'attribution du label « centenaire » pour sa qualité et sa pertinence. Cette décision nous a été notifiée le 5 août 2015 par la Préfecture de l'Isère et nous autorise à arborer le logo correspondant sur nos supports de communication.

Avec un point d'étape important le 11 novembre 1918, il se prolongera certainement au-delà et concourra à emmener, avec les projets qui le suivront, le Centre Généalogique du Dauphiné sur la route de la commémoration de ses 50 ans !...

Contact : www.cgdauphine.org – admin@cgdauphine.org – 09 52 22 00 02 (prix d'un appel local)
Centre Généalogique du Dauphiné, BP 311, 38011 GRENOBLE CEDEX 1

Jacques Defillon
Vice-président du Centre Généalogique du Dauphiné
12/10/2017